

Cette expression d'optimisme date de 1921 et aujourd'hui, en 1937, nous trouvons le ministre des Transports dans le même état d'esprit. J'espère que ses prédictions se réaliseront de mon vivant.

M. ROSS (Moose-Jaw): Je me demande si le ministre des Transports ne pourra pas, un jour, nous donner un bref aperçu du montant exact qui a été payé pour les Chemins de fer nationaux, du nombre de lignes dont l'autre compagnie de chemin de fer ne voulait pas et dont le réseau a fait l'acquisition, des faits exacts au sujet de l'arbitrage et si c'est le cas ou non que personne au monde ne voulait des chemins de fer dont on a fait l'acquisition à ce moment-là, ainsi que tout autre renseignement qui pourrait servir aux honorables députés. J'aimerais savoir combien de ces nouvelles lignes dont on a fait l'acquisition ont été imposées au National-Canadien parce que la compagnie de chemin de fer concurrente n'en voulait pas.

Le très hon. M. BENNETT: La raison est bien facile à trouver, mais ce n'est pas la vraie.

M. ROSS (Moose-Jaw): J'aimerais connaître dans quelle situation se trouvent exactement les chemins de fer canadiens. Quelqu'un qui est intéressé dans les chemins de fer a parcouru le pays d'un bout à l'autre en faisant certaines déclarations. Je représente un grand nombre d'employés de la compagnie en question. Ce monsieur a dit à la population du Canada et du monde entier que les affaires qu'il est censé diriger ne sont pas bonnes et que la compagnie perd de l'argent. Voilà ce qu'il fait au lieu d'essayer de trouver un moyen de faire rapporter des dividendes à sa compagnie ou de diminuer les dépenses. Il a l'air de vouloir mener son chemin de fer et les Chemins de fer nationaux à la ruine. Le chef de l'opposition disait, il y a un instant, que nous avions pris à notre compte certaines dettes relatives aux chemins de fer parce que les provinces ne pouvaient s'en charger. Pourquoi ces dettes seraient-elles débitées aux Chemins de fer nationaux du Canada? Ces dettes n'ont assurément pas été contractées par ce réseau. On devrait nous donner une idée exacte de cette question afin que ceux qui, comme moi, sont des profanes en la matière, puissent comprendre la situation.

Je ne crois pas que le ministre manifeste trop d'optimisme. Pour moi, ceux qui, soit dans l'Est, soit dans l'Ouest du Canada, parlent de démolir nos voies ferrées, feraient mieux d'examiner de nouveau la question avec beaucoup d'attention. Il se peut que nous ayons besoin de nouvelles lignes de chemin de fer

[M. Walsh.]

avant bien longtemps. Je crois que le ministre des Chemins de fer, ou l'un de ses prédécesseurs, devrait nous donner une idée exacte de la situation ferroviaire.

M. WALSH: Si l'honorable député veut bien examiner le compte rendu des débats de cette Chambre sous la rubrique des chemins de fer, il y trouvera une réponse complète à ses questions.

M. ROSS (Moose-Jaw): Il me faudrait chercher environ cinq ans avant de la trouver.

M. WALSH: Je dirai à l'honorable député que personne ne manque d'optimisme, mais qu'il nous faut envisager les faits tels qu'ils sont. Il préconise l'expansion de nos chemins de fer, mais il ne devrait pas oublier que, dans notre pays, les chemins de fer ne desservent que 250 personnes par mille, alors qu'aux Etats-Unis, il y a 500 et en Angleterre, 2,000 habitants par mille. La difficulté pour nous, c'est que le pays a trop de voies ferrées et une population insuffisante pour qu'elles puissent être exploitées profitablement. Voilà un point qu'il importe de souligner. L'honorable député a parlé d'un certain personnage qui est allé d'un bout du pays à l'autre pour essayer de représenter sous son vrai jour l'état de nos chemins de fer. Je crois que ce monsieur a fait œuvre utile. Si d'autres suivaient son exemple, les gens de notre pays de même que les honorables membres de ce comité seraient mieux renseignés sur la situation ferroviaire au Canada. Les chemins de fer de notre pays sont dans un état sérieux. Peu de gens se rendent compte vraiment de la gravité de la situation. Si les membres du Parlement, et particulièrement le ministre des Transports, ne font rien pour remédier à cet état de choses, s'ils ne s'attaquent pas énergiquement à ce problème, comme nous devrions le faire, au dire du colonel Ralston, les chemins de fer conduiront le pays à la ruine. Aussitôt que nous aurons reconnu ce fait, nous pourrions nous mettre réellement à l'œuvre afin de trouver une solution à notre problème ferroviaire. Les paroles sont inutiles, ce sont des actes qu'il faut. Mais le mode d'action que propose le bill dont nous sommes saisis ne ressemble pas aux mesures énergiques dont parlait le colonel Ralston en 1935. J'avais espéré que pendant la durée de ses fonctions le ministre des Transports proposerait à la Chambre quelque mesure vraiment pratique en vue de la solution de ce problème ferroviaire qu'il nous faudra aborder tôt ou tard.

L'hon. M. HOWE: Me serait-il permis de dire un mot à ce sujet? J'ai pu observer certaines choses à l'égard des questions qu'a mentionnées mon honorable ami et si je propo-